

# "On ne peut garantir qu'il n'y aura jamais d'accident grave en France"

"En France, nous n'avons pas étudié le cumul d'un tremblement de terre et d'une inondation", explique le président de l'Autorité de sûreté nucléaire.

LE MONDE | 30.03.2011 à 17h41 | Propos recueillis par Propos recueillis par Pierre Le Hir et Hervé Morin



Le président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), André-Claude Lacoste, à Paris, le 16 mars 2011. AFP/JACQUES DEMARTHON

André-Claude Lacoste, préside l'[Autorité française de sûreté nucléaire](http://www.asn.fr/) (ASN), a mis sur pied une cellule de crise pour [conseiller](#) les pouvoirs publics et [informer](#) la [population](#) depuis le début de la catastrophe de Fukushima .

## Quel regard portez-vous sur la crise nucléaire à Fukushima ?

**André-Claude Lacoste** : Le Japon vit un drame absolu, effroyable. Le séisme et le tsunami ont fait au moins 25 000 morts, sans [compter](#) les sans-abri. L'accident nucléaire n'est qu'un élément de cette tragédie.

Concernant l'état de la centrale, deux éléments sont positifs : les Japonais ont remplacé l'eau de mer par de l'eau douce pour [refroidir](#) les cuves des réacteurs et [maintenir](#) le niveau d'eau dans les piscines de combustibles usés ; et nous avons moins d'inquiétudes sur l'état de ces piscines.

Pour autant, nous sommes toujours face à une crise majeure. L'issue dépend de deux facteurs : le rétablissement d'un refroidissement permanent des installations par de l'eau douce et la disponibilité d'une source froide. Il faudra un nombre considérable de semaines ou de mois, d'autant qu'il y a maintenant des fuites permanentes de radioactivité, sans qu'on sache très bien d'où elles émanent.

Les conditions d'intervention sont extrêmement difficiles. Il ne s'agit pas d'"opérations suicide": on n'envoie pas les travailleurs à la mort. Mais leur temps d'intervention est très limité: on parle d'une vingtaine de minutes, ce qui est très court.

## Qu'en est-il de la contamination de la région de Fukushima ?

Sur le site, la radioactivité est très intense. Autour, il faut [attendre](#) de [disposer](#) de chiffres pour se [prononcer](#) . Tout dépend des concentrations que l'on trouvera, notamment en iode et en césium radioactifs. J'ai le sentiment que la zone d'évacuation de la population [*dans un rayon de 20 km*] et celle de mise à l'abri [*10 km supplémentaires*] représentaient des périmètres raisonnables.

Mais il est clair qu'il existe une dispersion de radioactivité au-delà des 30km en "*taches de léopard*". La gestion de ces territoires contaminés va [durer](#) des années, sinon des décennies.

## Quelle assistance la France peut-elle apporter ?

Areva a des compétences sur les réacteurs à eau bouillante, héritées de Siemens. Le Commissariat à l'énergie atomique a des capacités de recherche. Ces entreprises peuvent fournir des esprits neufs, moins englués dans la gestion quotidienne de cette crise effroyable.

En ce qui concerne l'ASN, nous menons depuis 2005 une réflexion sur les situations post-accidentelles, avec un comité directeur (Codirpa) qui associe une centaine de personnes. On n'a, Dieu merci, pas d'expérience pratique, mais des idées sur la façon de gérer le moins mal possible. Notre offre d'assistance intellectuelle sera confirmée à l'occasion du déplacement du président de la République et de la ministre de l'écologie, jeudi 31 mars à Tokyo.

**Concernant ce Codirpa, certaines associations regrettent que les scénarios étudiés ne soient pas assez graves...**

Il a toujours été dans notre intention de couvrir une gamme de scénarios allant du plus probable au plus extrême. Il me paraît évident qu'on va intégrer, typiquement, ce qui se passe au Japon.

**Un accident nucléaire majeur peut-il survenir en France ?**

Je l'ai toujours dit : personne ne peut garantir qu'il n'y aura jamais un accident grave en France. Il convient de faire deux choses: essayer de réduire la probabilité que cela arrive, ainsi que les conséquences, si cela arrive. C'est toute la philosophie de la sûreté nucléaire.

Quand survient une crise comme au Japon, il faut en tirer un retour d'expérience. Deux initiatives politiques vont en ce sens, portées par la Commission européenne, avec des stress tests, et par le premier ministre, François Fillon, qui nous a demandé un audit des centrales françaises. Celui-ci portera sur l'aléa sismique, l'inondation, la perte d'alimentation électrique, la perte de source de refroidissement, la gestion de crise et le cumul de ces difficultés.

Nous sommes en train de bâtir ce programme. Je veillerai à sa cohérence avec les tests de résistance demandés par la Commission européenne. Avec mes homologues d'Europe de l'Ouest, nous avons publié une première proposition sur le contenu de ces tests. Pour nous, c'est une vérification des marges de sûreté. Prenons l'aléa sismique: on a vérifié que l'installation y répondait, voyons comment elle réagirait à un aléa plus fort.

**Existe-t-il un risque que ces "stress tests" répondent au plus petit dénominateur commun entre les autorités de sûreté ?**

Je ne crois pas. Pour chacun des chefs d'autorité nucléaire, ce qui se passe au Japon est un vrai choc. Nous prenons très au sérieux les conditions d'analyse.

**En 2003, en France, il y a eu conflit entre EDF et l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) sur cet aléa. Les antinucléaires vous accusent d'avoir tranché en faveur de l'électricien...**

On va tout revisiter. En matière sismique, il y a des chapelles de spécialistes qui se battent avec furie. En l'occurrence, en 2003, j'ai tranché de façon que l'on arrive à une évaluation raisonnable du risque. Je n'ai strictement aucun regret. L'ASN a pour mission de trancher des débats techniques ou scientifiques.

**Nicolas Sarkozy a dit que si un réacteur ne passait pas les tests, il n'hésiterait pas à le fermer . Quels sont ceux qui vous paraissent les plus faibles ?**

Nous n'avons pas commencé ce travail. Si on trouvait matière à fermer, on le ferait. Mais en désigner à l'avance voudrait dire que nous n'avons pas fait notre travail par le passé. La déclaration du commissaire européen Günther Ottinger affirmant que certaines centrales ne vont pas passer le test me paraît de nature à décrédibiliser le système d'évaluation.

**Avez-vous les moyens de conduire rapidement ces analyses ?**

L'audit national et les stress tests porteront sur les cinq thèmes cités, à partir de données disponibles. S'il faut poursuivre les études, nous le ferons, mais il est légitime que nous rendions compte à la fin de l'année au Parlement. Il va falloir augmenter nos moyens pour éviter de baisser la garde sur nos contrôles habituels. On ne peut pas faire appel aux compétences étrangères, mobilisées sur leur propre terrain. Peut-on rappeler des retraités? Nous en sommes au tout début de la réflexion.

**Vous attendiez-vous à ce qui s'est passé au Japon ?**

Non, parce que la crise japonaise résulte d'un cumul d'agressions extérieures – un tremblement de terre, puis un tsunami – qui a surpris l'exploitant et nos homologues. En France, avec des phénomènes d'un ordre de grandeur très différent, nous n'avons pas étudié, par exemple, le cumul d'un tremblement de terre et d'une inondation. Il y a à l'évidence des problèmes nouveaux à se [poser](#)

**Comme la rupture de barrages...**

Tout à fait. Mais ces questions dépassent, et de beaucoup, le seul domaine du nucléaire. Il faut avoir l'esprit totalement ouvert.

Propos recueillis par Pierre Le Hir et Hervé Morin

- 
- 
- 
- 
- 
-